

## Premières estimations de l'impact du COVID-19 sur l'économie nationale

02 Avril 2020



© Fotolia

Les premières estimations évaluent l'impact d'un mois de confinement à une perte de 3% du PIB annuel. La baisse de l'activité varie fortement selon les secteurs. L'hébergement-restauration, la construction et le commerce sont particulièrement touchés.

Dans la note de conjoncture de l'Insee publiée le 26 mars, son directeur général, Jean-Luc Tavernier, rappelle à quel point **les résultats avancés sont fragiles et doivent être appréhendés avec précaution**, tant la situation est inédite et évolutive.

Sur la dernière semaine de mars, l'Institut estime à 35% la baisse de l'activité économique par rapport à une même semaine sans pandémie. Cette baisse comporte d'importantes variations intersectorielles puisque l'agriculture et les industries agro-alimentaires ne voient leur activité reculer « que » de 4% alors que le reste de l'industrie perd 52% de son activité et la construction 90%.

L'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), qui estime cette baisse de l'activité sur une durée plus conséquente (sur un mois) et à un niveau plus fin dans les secteurs d'activité, va dans le même sens (- 32%). Les secteurs les plus impactés sont :

- l'hébergement-restauration (- 98% de l'activité) ;
- L'industrie du matériel de transport (- 70%) ;
- le commerce (- 55%), ce chiffre étant probablement tiré vers le bas par le commerce de produits alimentaires et de première nécessité ;
- la construction (- 51%) ;
- les services aux entreprises, en raison du ralentissement ou de l'arrêt de l'activité de ces dernières (- 48%)

Parmi les secteurs connaissant un impact moindre, on retrouve ceux « en première ligne » face à la pandémie, avec les services non marchands (« seulement » - 10% en raison du très important maintien de l'activité dans le secteur hospitalier et médico-social, dans l'action sociale, l'enseignement ou certains services publics) ; l'agriculture (- 13%), la gestion de l'énergie, de l'eau et des déchets (- 18%) ou les industries agro-alimentaires (- 20%). Les activités de services dématérialisés (services financiers, immobiliers, information-communication) contiennent, elles aussi, davantage le choc actuel (-16 à -18% de l'activité).

Les deux organismes estiment qu'un mois de confinement impliquerait une baisse d'environ 3% du PIB annuel (- 2,6% selon l'OFCE) et qu'un second mois de confinement doublerait ce chiffre.

### Quelles estimations en Ile-de-France ?

En l'absence de diagnostic à l'échelle régionale, il serait hasardeux de procéder à une extrapolation des chiffres nationaux, d'autant plus que l'Ile-de-France est la seconde région la plus touchée. Soulignons cependant que, parmi les secteurs les plus impactés par la pandémie, le commerce, l'hébergement et restauration et le service aux entreprises sont surreprésentés en Ile-de-France. Parmi les secteurs les moins touchés, le constat est plus mitigé. Si l'agriculture, l'agro-alimentaire et le secteur non-marchand sont sous-représentés en Ile-de-France, les services financiers, immobiliers et d'information-communication sont très présents dans la région.

L'Insee devrait actualiser ses premières estimations dans les prochaines semaines.

[Consulter la note conjoncturelle de l'Insee](#) [1] (cliquer sur « version imprimable »)

[Consulter l'évaluation de l'OFCE](#) [2]

Guillaume Chuvin

